

Note complémentaire concernant le recours gracieux à la décision n°2024-ARA-KKPP-3614 du 3 décembre 2024

Observation de la décision n°2024-ARA-KKPP-3614, page 4 : « *Considérant que d'après les cartes présentées, sur la commune de Viriat, sur les 22 installations d'assainissement non-collectif (ANC) situées dans le périmètre de protection éloigné des puits de Polliat, onze sont non conformes dont quatre avec risques et quatre avec conformité inconnue et que cette situation peut être à l'origine de risques pour la ressource en eau au vu de leur situation en périmètre de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine* »

=> **Observation de Grand Bourg Agglomération :** La compétence en matière de service public de l'assainissement non-collectif (SPANC) est portée par Grand Bourg Agglomération et se détaille ainsi :

1. Compétence obligatoire

- Contrôle de conception
- Contrôle de réalisation
- Contrôle de fonctionnement et d'entretien
- Diagnostic préalable à la vente

2. Prestation facultative

- Entretien des installations à la demande du propriétaire

A la suite des visites de contrôle du SPANC, le propriétaire de l'habitation reçoit un compte rendu lui indiquant ses obligations en matière de travaux et de délais réglementaires pour la mise en conformité de l'installation.

Les installations d'assainissement non collectif non conformes situées dans le périmètre de protection éloigné des puits de captage de Vial à Polliat sont dotées de prétraitements, mais leurs équipements de traitement sont soit inexistantes, soit défectueux.

Les installations non conformes avec risque sont des installations pour lesquelles le rejet se fait dans un fossé ou un milieu superficiel, avec risque sanitaire par contact possible avec l'effluent. Pour la plupart des assainissements non collectifs de ce secteur, il s'agit de dispositifs répondant aux exigences réglementaires antérieures à l'arrêté du 6 mai 1996.

Lors de l'étude préliminaire à l'établissement des périmètres de protection des puits de captage de Vial, l'hydrogéologue agréé ne mentionne aucun risque éventuel de contamination des puits par des rejets d'origine domestique. En revanche, ce captage est notamment soumis à des pressions liées à la présence de solvants chlorés (issus d'une activité industrielle).

Concernant la qualité des eaux brutes du captage comme indiqué dans le mémoire explicatif de la DUP de 2016, document intitulé « 2_mém_explic_02-2016_V2 », extrait joint en annexe à la présente note, il est rappelé que :

- La qualité des eaux brutes des puits de Vial est contrôlée régulièrement par les services de l'Agence Régionale de Santé, mais également par la société SOGEDO (remplaçant la société AQUALTER, depuis le 1^{er} octobre 2023), exploitant le service d'eau potable du syndicat des eaux de Veyle-Reyssouze-Vieux Jonc.
- Le suivi régulier des paramètres bactériologique permet de conclure que **les ouvrages sont peu sensibles aux contaminations bactériologiques.**

Pour ce qui a trait spécifiquement à un risque de contamination microbienne des eaux souterraines (entérocoques, coliformes) qui résulterait des installations d'assainissement non collectif, la littérature montre qu'un temps de séjour de l'ordre d'une cinquantaine de jours est nécessaire pour éliminer 99 % des bactéries pathogènes.

D'après la carte d'occupation des sols et l'étude de vulnérabilité des captages de Vial, la commune de Viriat se situe à l'extérieur de l'isochrone maximal de 365 jours défini lors de l'étude hydrogéologique préalable à l'établissement des périmètres de protection. Dans ces conditions une pollution de ces derniers qui serait induite par une défaillance d'une installation d'assainissement non collectif de Viriat doit être totalement écartée.

Observation de la décision n°2024-ARA-KKPP-3614, page 4 : « Considérant que le zonage proposé décline des secteurs qui étaient classés en assainissement collectif futur pour les laisser en assainissement non collectif, dont certains sont situés en périmètre de protection éloigné des puits de Polliat »

=> **Observation de Grand Bourg Agglomération** : La carte présentant le zonage du PLU et le périmètre de protection éloigné du captage est jointe à la présente note.

Deux OAP sont implantées dans le périmètre de protection éloigné du captage.

- La zone à urbaniser « Route de Paris Ouest » zonée en assainissement non collectif, est prévue pour accompagner la délocalisation de la casse automobile de la ville. Aucune construction n'est à venir sur ce secteur.

7/ ROUTE DE PARIS OUEST



PÉRIMÈTRE DE L'OAP



PHOTOGRAPHIES DU SITE

CONTEXTE URBAIN ET PAYSAGER

Ce secteur de 4,2 hectares est localisé au sud de la commune, dans le prolongement de la zone d'activité de Viriat, entre la voie ferrée au sud et la zone commerciale à l'est.

Le périmètre est à proximité relative d'habitations individuelles isolées et est bordé à l'est par une ripisylve. Ces caractéristiques sont à prendre en compte lors de l'aménagement du site.

Ce site tend à accueillir la délocalisation de la casse automobile afin de rapprocher ce type d'activité des axes de circulation structurants.

OBJECTIFS POURSUIVIS

- Accompagner la délocalisation de la casse automobile ;
- Accompagner le développement économique de la commune ;
- Assurer des transitions douces et végétalisées entre les différents espaces (agricoles, résidentiels), notamment par le biais de franges vertes paysagères ;
- Veiller au maintien, dans la mesure du possible, des éléments végétaux présents sur le secteur (haies, zone humide).

- La zone à urbaniser « Route de Paris Est » est localisée au sud de la commune, dans la continuité de la zone d'activité de Bourg-en-Bresse. Cette OAP est située entre la route de Paris à l'ouest, axe principal de la zone d'activité de Viriat et l'hôpital de la ville à l'est. Cette OAP est zonée en assainissement collectif puisque celle-ci est desservie par un réseau.

Le reste de la zone U, qui était classée en « assainissement collectif futur » dans le précédent zonage, est une zone d'activité comprenant un hôtel, qui a été raccordé au réseau d'assainissement collectif, et des activités de type location de matériel ainsi que quelques habitations. Cette zone est actuellement en pleine restructuration et sera placée en assainissement non collectif.

Pour rappel, les différentes étapes pour la mise en place d'un nouvel assainissement non collectif sont les suivantes :

- 1^{ère} étape: réalisation d'une étude à la parcelle (= étude de sol + étude de filière)
La réglementation en assainissement non collectif prévoit que cette étude est obligatoire, quel que soit le dispositif choisi par le pétitionnaire. Seul un bureau d'étude spécialisé peut prescrire la ou les solutions techniques les mieux adaptées à l'ensemble des contraintes du terrain et du projet (topographie, nature du sol et perméabilité, présence de puits, fossé, zones protégée, nombre de pièces principales, surface disponible, nombre d'usagers...).
- 2^{ème} étape : choix de filière (filière = type d'assainissement avec la marque et le modèle précis) et contrôle de conception (réalisé par le SPANC)
Les caractéristiques techniques de la filière choisie doivent respecter les préconisations du bureau d'études. Le SPANC apporte tout le conseil nécessaire au choix de la filière, et procède au contrôle dit de conception sur la base des documents requis.
- 3^{ème} étape : contrôle des travaux d'assainissement (réalisé par le SPANC).
Avant le remblaiement des ouvrages, le SPANC contrôle la bonne exécution des travaux.

A noter également que le terme « assainissement collectif futur » défini dans le zonage antérieur ne fait référence à aucune obligation réglementaire au sens du code de l'environnement et ne fait pas partie des obligations opposables aux tiers.

Le reste des habitations implantées dans le périmètre de protection éloigné du captage est situé en zone A (à vocation agricole) du PLU, où seules sont autorisées les exploitations agricoles et exploitations forestières (extensions et nouvelles constructions à usages d'habitation liées à l'activité agricole dans la limite de 250 m² de surface de plancher ; extensions ne conduisant pas à un accroissement de plus de 50 % de la surface de plancher existante des constructions, dans la limite de 250 m² d'emprise au sol totale ; changements de destination des bâtiments agricoles).

Compte tenu de l'éloignement des ouvrages d'assainissement collectif et de la faible densité de l'habitat, ces secteurs étaient classés et demeurent classés en zone d'assainissement non collectif, et tout projet est soumis à l'avis préalable du SPANC.

Observation de la décision n°2024-ARA-KKPP-3614, page 4 : Considérant que des secteurs d'assainissement non collectif sont envisagés sur des parcelles dont les capacités d'infiltration des sols ne sont pas connues et que le cas des habitations existantes n'est pas traité

=> **Observation de Grand Bourg Agglomération** : Le PLU de la commune de Viriat ne prévoit pas de zones d'urbanisation sur les secteurs d'assainissement non collectif. Le choix s'est donc porté sur un maintien en assainissement non collectif, étant par ailleurs entendu que la densité de l'habitat existant ne justifie aucunement une extension de l'assainissement collectif.

Par ailleurs, concernant les capacités d'infiltration des sols, les entités hydrogéologiques du secteur de Polliat et Viriat sont des formations molassiques de la Dombes et de la Bresse (FRDG212). Cette zone est considérée comme « *Très peu vulnérable, car elle est protégée par un épais recouvrement de marnes pliocènes et sa granulométrie faible lui assure une bonne filtration des contaminations bactériennes de même que les fréquents niveaux argileux superficiels ou interstratifiés faisant obstacle à la progression d'éventuelles pollutions. Les risques de pollution peuvent venir de forages mal réalisés ou mal entretenus, ou par l'alimentation de bordure.* » Source : « *ETUDE HYDROGEOLOGIQUE PREALABLE AU NOUVEAU PLAN D'EPANDAGE DES BOUES DE LA STEP DE BOURG-EN-BRESSE* » - Avril 2023 – Ref.21-077-01

La zone non saturée du sous-sol joue un rôle important dans l'épuration et/ou la rétention des polluants. L'épuration dans le sol dépend de mécanismes liés à sa nature propre, propriétés physico-chimiques, hydrodynamiques et cinématiques, ainsi que du rôle joué par les végétaux et les micro-organismes associés.

La perméabilité d'un sol se traduit par ses capacités de filtration et de transmission de l'eau, alors que la présence d'argile, de matières organiques (humus), d'hydroxydes et d'oxydes métalliques reflète sa capacité d'adsorption.

D'une manière générale, la pédologie sur la plus grande superficie du secteur d'étude se caractérise par la prédominance de sols limoneux à limono-argileux (La Bresse, le Plateau de la Dombes) généralement hydromorphes induisant « une faible capacité d'infiltration et une forte capacité d'épuration des eaux donc une bonne protection des eaux souterraines. » Source : <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/carte-des-sols>

EN CONCLUSION

Les installations d'assainissement non collectif de la commune de Viriat, y compris les installations implantées dans la zone du périmètre éloigné des puits de captage de Vial à Polliat, malgré leurs non conformités, n'engendrent actuellement pas et n'engendreront pas de pollution des eaux du captage. Le PLU de Viriat ne prévoit pas de nouvelles constructions dans les zones d'assainissement non collectif.

La pédologie du périmètre de protection éloigné des puits de captage de Vial se caractérise par la prédominance de sols avec une faible capacité d'infiltration et une forte capacité d'épuration des eaux, donc une bonne protection des eaux souterraines.

Le temps de transit des écoulements vers les captages depuis les zones en assainissement non collectif est très largement supérieur à la durée nécessaire à l'élimination de 99% des bactéries pathogènes, si de telles bactéries en provenance d'installations d'assainissement non collectif devaient se retrouver dans la nappe (ce qui, comme vu précédemment, est hautement improbable).

Il apparaît par conséquent, au regard des éléments énoncés ci-avant, que le zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de Viriat, n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement, la santé humaine, et en particulier la qualité des eaux des puits de Vial.

L'ensemble de ces données conduisent ainsi Grand Bourg Agglomération à adresser à Madame la Présidente de la mission régionale d'autorité environnementale un recours gracieux à la décision n°2024-ARA-KKPP-3614 du 3 décembre 2024, en application des dispositions combinées de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et de l'article R. 421-1 du code de justice administrative.